

lapresseaffaires.cyberpresse.ca

Lundi 11 mai 2009 06:42:00

Caisse de dépôt: 7 questions à p
en commi...POUR UI
RAPIDE
À L'INFO

cyberpresse.ca

Publié le 10 mai 2009 à 11h01 | Mis à jour le 10 mai 2009 à 11h04

Cours d'éthique et culture religieuse: une famille conteste en Cour



Des parents avaient manifesté contre le cours d'éthique et de culture religieuse le 18 octobre dernier à Montréal.

Photo: Robert Skinner, Archives La Presse

La Presse Canadienne
Drummondville

Une famille transporte le débat sur le controversé cours d'éthique et culture religieuse jusqu'en Cour supérieure du Québec, lundi à Drummondville.

Elle contestera l'obligation de suivre ce cours pour les élèves du niveau secondaire et primaire depuis septembre dernier. La famille, qui ne peut être identifiée, espère que le tribunal jugera inconstitutionnelle l'obligation de suivre le cours.

Depuis septembre, le cours fait l'objet de récriminations de la part de certains parents.

Un groupe d'opposants, la Coalition pour la liberté en éducation, a notamment tenu des manifestations au cours des dernières semaines.

Le porte-parole, Richard Décarie, affirme que 100 000 personnes appuient la démarche de la coalition qui souhaite que «le gouvernement respecte le droit fondamental de liberté de conscience» et permette aux élèves d'être exemptés du cours.

Ils demandent «un véritable choix en éducation et non pas l'imposition d'une religion relativiste».

Le cours d'éthique et culture religieuse se veut, notamment, un apprentissage des religions judéo-chrétiennes ainsi que des croyances autochtones, présentées comme «le patrimoine religieux québécois», dans une perspective plus culturelle que religieuse.

Le mois prochain, une école catholique privée pour garçons de Montréal, la Loyola High School, présentera également ses doléances devant la Cour.



cyberpresse.ca

leSoleil

Publié le 11 mai 2009 à 05h00 | Mis à jour à 07h21

Nouveaux bulletins de la réforme: casse-tête pour bien des parents



Des parents ont plus de difficultés à comprendre les nouveaux bulletins, même s'ils contiennent plus d'information.



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Même si les chiffres sont de retour dans les bulletins, les parents continuent de les trouver moins clairs que ceux concoctés avant la réforme.

Voilà ce qu'on peut conclure des résultats préliminaires d'une vaste évaluation de la réforme, menée par l'équipe du professeur Simon Larose de l'Université Laval. Le projet ERES - pour évaluation du renouveau à l'enseignement secondaire - se déroulera jusqu'en 2012, à la demande du ministère de l'Éducation. Plus de 2600 familles participent à ce diagnostic, en plus de milliers de représentants du milieu scolaire.

Au printemps dernier, les parents se sont prononcés sur le fameux bulletin, qui a fait couler beaucoup d'encre depuis l'entrée en vigueur de la réforme dans les écoles du Québec, en 2000. L'équipe du professeur Larose a alors sondé deux cohortes de parents : ceux qui ont des enfants qui n'ont jamais connu la réforme et ceux dont les enfants ont baigné dans le renouveau pédagogique depuis le tout début.

Résultat : les parents des enfants de la réforme trouvent les bulletins moins clairs que les autres parents. Chez ces derniers, 86 % affirment que les missives de l'école sont faciles à comprendre et 73 % estiment qu'elles sont assez complètes pour bien suivre l'évolution de leur jeune. Ces proportions chutent toutefois à 68 % et 60 % lorsqu'on interroge les parents d'enfants de la réforme.

«Les nouveaux bulletins sont plus complexes, on y retrouve plus d'information, mais les parents les trouvent plus

difficiles à comprendre», résume Simon Larose. Fait à noter, ceux qui sont les plus insatisfaits des bulletins sont pourtant les plus instruits.

Dans les «anciens» bulletins, on trouve une note en pourcentage pour chaque matière, une moyenne de groupe et des commentaires. Des éléments que l'on retrouve dans la nouvelle mouture, puisque les chiffres sont de retour dans les bulletins depuis septembre 2007, remplaçant les lettres et les cotes. Mais en plus des pourcentages et des commentaires, on y trouve le bilan des apprentissages et des commentaires sur au moins une compétence transversale.

Avant de conclure à certains ratés du bulletin réformé, M. Larose tient toutefois à apporter quelques nuances. L'insatisfaction est peut-être moins grande parmi la première cohorte de parents parce qu'ils reçoivent des bulletins qui ressemblent davantage à ceux qu'ils ont eux-mêmes connus étant ados, avance-t-il prudemment. Le niveau d'études est aussi différent, souligne-t-il, puisqu'il s'agit ici de comparer des bulletins de quatrième secondaire «préréforme» et des bulletins de deuxième secondaire de la réforme. Néanmoins, les parents interrogés s'entendent toutefois sur un point : 96 % estiment que les bulletins sont importants, peu importe leur forme ou leur contenu.



Procurez-vous le LG KEYBO^{MC}
à 0\$* [Plus d'info](#)

*En Certaines condition

cyberpresse.ca

Contactez la salle de rédaction

Publié le 10 mai 2009 à 20h47 | Mis à jour le 10 mai 2009 à 20h50

Après 10 ans, le congrès de l'Association francophone pour le savoir revient dans la capitale

Pleins feux sur la science en français



Patrick Woodbury, LeDroit



Caroline Barrière
Le Droit

La science et le français seront à l'honneur à Ottawa dès aujourd'hui avec la tenue du 77e congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas).

Plus de 5000 participants sont rassemblés jusqu'à vendredi pour discuter de questions aussi vastes que celles en lien avec la santé des aînés, le centenaire du Canadien de Montréal, les causes de la souffrance au travail et l'avenir des forêts boréales. Le thème « La science en français... une affaire capitale » n'est pas un hasard, puisque le congrès ne s'était pas déroulé à Ottawa depuis 10 ans.

« Il est important de montrer que le français, ce n'est pas juste au Québec. Il y a des communautés francophones qui sont présentes ailleurs et qui sont en bonne santé. La tenue du congrès est doublement importante tant pour la communauté franco-ontarienne que pour notre université qui est bilingue. Le français est bien vivant à l'extérieur du Québec », affirme Mona Nemer, vice-rectrice à la recherche à l'Université d'Ottawa et présidente du comité organisateur de l'événement.

Il est vrai que le français n'a pas la cote dans certains domaines de recherche, comme les sciences naturelles, de la vie et l'ingénierie, admet-elle. « Mais cela n'empêche pas que des sommités vivent et travaillent en français, même si leurs travaux sont diffusés en anglais », ajoute-t-elle.

Mona Nemer rappelle qu'il fut un temps où l'anglais n'était pas la langue dominante en sciences et que le français et l'allemand avaient également leur place. L'anglicisation de la science est un phénomène d'après-guerre. Durant cette période, d'importantes recherches étaient menées aux États-Unis, ce qui a fait en sorte que l'anglais

s'est imposé.

L'avenir de la recherche

Au cours des derniers mois, il a beaucoup été question du financement de la recherche et du départ de chercheurs qui choisissent de s'installer ailleurs, notamment aux États-Unis, où les sommes consacrées à leurs travaux n'ont rien à voir avec les conditions qui existent au pays. « Il est important que le Canada reste un pays qui attire les leaders mondiaux et qu'on ne perde pas les nôtres », estime Mme Nemer.

Elle constate qu'après la morosité des années 1980 et 1990, des investissements importants ont été accordés par les gouvernements. À preuve, le programme de chaires de recherche a octroyé 2000 chaires à travers le pays. Elle souligne que les sommes allouées ont permis de contrer l'exode des cerveaux, de recruter des sommités et d'en rapatrier d'autres qui avaient quitté. « Le Canada était devenu un exemple pour des pays comme l'Angleterre et l'Australie entre 2003 et 2006. C'était une véritable renaissance. »

La tenue du 77e congrès prend une nouvelle signification avec toute la question du financement de la recherche qui occupe l'actualité. Dans le dernier budget fédéral en janvier, le gouvernement a décrété des coupes de 148 millions sur trois ans pour les trois agences qui répartissent les fonds de recherche pour les universités.

« Le programme consacré aux infrastructures des universités est très important parce qu'il permet de renouveler les laboratoires et l'équipement. Mais il faut que le soutien à la recherche demeure adéquat. Nous étions sur une lancée. Nous avons atteint un momentum, alors la situation actuelle est très fâcheuse. Certains considèrent les coupes minimales, mais l'Australie et les États-Unis investissent massivement dans la recherche et le développement. »

La recherche et l'économie

Elle croit que le problème réside dans le fait qu'il y a une incompréhension par rapport à la place de la recherche dans l'économie du pays.

« Ces coupes sont un geste à court terme. En temps de crise, il est important de démontrer du leadership et de proposer une vision. La recherche crée de l'emploi et forme les leaders de demain. Ces gens seront ensuite en charge du futur du pays. Ce sont des contributions directes et à long terme. Les coupes hypothèquent notre capacité à former les gens de demain. Si on veut devenir une économie du savoir, il faut se donner les moyens d'y arriver. La science et la recherche doivent être une priorité nationale. »

Selon Mona Nemer, il n'est nullement question de partisanerie dans le débat actuel. Elle croit que les chercheurs et les universitaires ont le devoir de mieux expliquer l'importance de la recherche et des études universitaires pour l'avenir de la population canadienne.

DonneTonMinimum.com
L'assurance auto en ligne
EXCLUSIVE aux 16-29 ans

Reçois 100 \$ à l'achat *

Obtiens une soumission
maintenant >

* Certaines conditions s'appliquent



cyberpresse.ca

Publié le 11 mai 2009 à 06h41 | Mis à jour à 06h45

La grippe A(H1N1) est en perte de vitesse



Plusieurs spectateurs d'un match de soccer hier à Mexico portaient encore le masque. C'est le Mexique qui compte le plus de morts causées par la grippe A (H1N1), mais les États-Unis dénombrent maintenant plus de cas de personnes infectées.

Photo AP



Violaine Ballivy
La Presse

La progression du virus de la grippe A(H1N1) ralentit au Canada. Cinq nouveaux cas ont été découverts au pays, hier, contre près de 40 la veille. Les autorités évalueront la possibilité de réduire certaines mesures déployées au début de l'épidémie.

L'Alberta et la Saskatchewan sont les seules provinces à avoir revu leur bilan à la hausse, hier. Elles ont signalé respectivement trois et deux nouveaux cas bénins. Au Québec, et pour une rare fois depuis deux semaines, le décompte était demeuré inchangé au cours des 24 dernières heures. Seize Québécois ont officiellement contracté le virus et sont rétablis ou en voie de l'être.

Il est trop tôt pour conclure que le pire est passé, et d'autres cas seront vraisemblablement découverts au cours des prochains jours, a mis en garde le Dr Horacio Arruda, de la Direction de la santé publique du Québec. Les autorités demeurent mobilisées. Mais ces données tendent à confirmer le fait que le virus serait beaucoup moins virulent que ne l'avaient appréhendé les autorités sanitaires lorsque les premiers cas ont été découverts au Mexique.

«Pour le moment, il n'est pas plus sévère qu'un virus de grippe saisonnière», a dit hier le Dr Arruda, rappelant que cette dernière emporte 4000 personnes au Canada chaque année. Un seul décès en lien avec la grippe a été confirmé au Canada, celui d'une Albertaine d'une trentaine d'années qui souffrait également d'une maladie chronique.

Diminution des interventions

Compte tenu de l'évolution de la situation, les autorités sanitaires de toutes les provinces du Canada se réuniront ce matin pour faire le point sur la marche à suivre au cours des prochaines semaines. «Si la tendance se maintient, on devrait diminuer nos interventions», a estimé hier le Dr Arruda. Par exemple, la Direction de la santé publique pourrait cesser de communiquer systématiquement avec toutes les personnes qui ont eu des contacts

directs avec un malade.

C'est aussi la faible virulence du H1N1 qui a motivé la décision des autorités de ne pas placer le Collège Charlemagne en quarantaine, même si trois élèves de la même classe y ont contracté la maladie. Jointes par La Presse, plusieurs parents ont confirmé qu'ils enverraient leur enfant à l'école comme d'habitude. «Mais il ne faudrait pas que d'autres cas se déclarent», a néanmoins prévenu une mère. Le taux d'absentéisme dans cet établissement privé de Montréal frôlait les 30% lundi dernier, au lendemain de l'annonce de la première infection.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recense maintenant quelque 4500 personnes atteintes dans une trentaine de pays. Les États-Unis ont découvert au cours des 48 dernières heures près d'un millier de nouveaux cas et leur bilan dépasse maintenant celui du Mexique, foyer présumé de la maladie. Washington a de plus confirmé, hier matin, un troisième décès lié à la grippe, ce qui porte à 53 le nombre total de victimes dans le monde (dont 48 au Mexique, 1 au Costa Rica et 1 au Canada). Les États-Unis ont expliqué cette hausse spectaculaire par l'amélioration du système de dépistage.

Les spécialistes de l'Organisation mondiale de la santé doivent se réunir jeudi pour déterminer s'il faut suspendre la production du vaccin contre la prochaine grippe saisonnière, déjà bien amorcée, pour s'attaquer plutôt à la souche H1N1. «Ce n'est pas une décision évidente», a relevé le Dr Arruda. La grippe saisonnière est plus mortelle que le H1N1 ne l'est à l'heure actuelle. Mais les autorités craignent que le virus mute au cours des prochains mois pour réapparaître dans une version plus virulente l'automne prochain.

- Avec AFP, LPC et Associated Press

NOMBRE TOTAL DE CAS DE GRIPPE A (H1N1) AU CANADA

Données fournies par l'Agence de la santé publique du Canada

NOUVEAUX CAS (confirmés le 10 mai)

Alberta: 3

Saskatchewan: 2

5 nouveaux cas.

286 au total.

Un mort en Alberta.

les
autres

cyberpresse.ca

Publié le 10 mai 2009 à 21h24 | Mis à jour le 10 mai 2009 à 21h27

Visite d'une délégation néo-brunswickoise dans l'Est ontarien

L'affichage bilingue pique l'intérêt



Archives, LeDroit



Jean-François Dugas
Le Droit

Les règlements sur l'affichage bilingue commercial adoptés par quatre municipalités de Prescott-Russell piquent l'intérêt de communautés francophones à l'extérieur des bornes de l'Est ontarien. Une délégation du Nouveau-Brunswick est venue prendre connaissance des tenants et aboutissants de ces décisions la semaine dernière, lors d'une tournée de deux jours.

Huit représentants municipaux néo-brunswickois ont accepté l'offre de l'Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO) d'entreprendre une visite exploratoire au sein des municipalités de Clarence-

Rockland, de Casselman, de La Nation et de Russell.

« Nous voulions apprendre comment les municipalités ont fait pour en arriver au bilinguisme en matière d'affichage commercial », a commenté Lizon Thériault de la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), considérée comme le « chien de garde » de la langue française en province.

« Nous avons pu observer les différentes raisons pour lesquelles les municipalités ont pris ces décisions. Toutes ces décisions vont nous aider, a ajouté Jean LeBlanc, maire de la Ville de Dieppe, en banlieue de Moncton. Chez nous, il y a quelque chose de spécifique qui se déroule en ce moment. Donc, c'est plus pertinent et urgent pour nous cette visite. »

Le premier magistrat a expliqué au Droit qu'une pétition avait été présentée à la Ville, afin de demander aux élus

de légiférer non seulement les enseignes externes, mais également internes au sein de la municipalité. Les signataires exigent une modification immédiate de toutes les enseignes afin qu'elles soient bilingues. « On parle de gros marteau et d'aucune clause grand-père pour les commerces existants », a souligné M. LeBlanc.

Environ 80 % des résidents de Dieppe sont francophones. Or, le tiers des commerçants affichent uniquement en anglais.

Lors de leurs discussions avec leurs homologues ontariens, les membres de la délégation ont rappelé que leurs réalités diffèrent d'une province à l'autre. « Nous n'avons pas les mêmes lois, ni les mêmes règlements qu'en Ontario. À la suite de notre visite, nous sommes rendus à l'étape de la digestion », a précisé Lise Ouellette, directrice générale de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick.

À titre d'exemple, le directeur général du village de Memramcook, Pierre LaForest, a souligné qu'une municipalité n'est pas obligée de rendre des services à une minorité dans leur langue s'ils ne constituent pas 20 pour cent de la population.

En matière d'affichage, on pourrait même exiger des enseignes francophones plutôt que bilingues.



La carte Platine
Le voyage en toute liberté

150 ANS
DEPUIS 1859



E

cyberpresse.ca

Contactez la salle de rédaction

Publié le 10 mai 2009 à 20h43 | Mis à jour le 10 mai 2009 à 20h45

Afin de minimiser l'impact écologique du passage des 5000 participants

Des «solutions vertes» pour le congrès



Archives, LeDroit



Caroline Barrière
Le Droit

Pas de bouteille d'eau en plastique, pas de vaisselle jetable, mais plutôt des tasses biodégradables, des assiettes réutilisables ainsi que des produits locaux seront proposés aux 5000 participants du congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) qui se déroule à Ottawa cette semaine.

Afin de réduire les effets négatifs découlant de la présence de tous ces gens, plusieurs initiatives ont été mises en place pour que cet événement soit le plus vert possible.

Les organisateurs ont voulu minimiser l'impact écologique sur l'environnement, souligne Jonathan

Rausseo, coordonnateur du développement durable à l'Université d'Ottawa et membre du comité organisateur de l'Acfas.

« Bien que des efforts ont été faits en ce sens au cours des dernières années, nous voulions faire davantage. Nous avons tenté de trouver des solutions vertes pour tous les aspects touchant de près ou de loin au congrès », explique-t-il.

Panoplie d'initiatives vertes

En plus de l'inscription électronique, les affiches, les programmes et les divers documents ont été imprimés sur du papier recyclé. Plusieurs présentations seront aussi disponibles sur Internet, ce qui évitera aux participants de les imprimer.

Les congressistes recevront des tasses biodégradables qui pourront être réutilisées pendant plusieurs jours avant qu'elles ne prennent la route du compostage. La vaisselle en plastique a été bannie. Les repas seront servis avec de la « vraie vaisselle » et de « vrais ustensiles ».

« Si dans certains cas ce n'est pas possible, on propose l'option avec de la vaisselle biodégradable. C'est environ 10 % plus cher, mais les organisations et les associations étaient d'accord. Il y a eu un consensus », ajoute Jonathan Rausseo,

Des installations pour la séparation des matières recyclables et compostables ont été mises en place et la réduction des emballages a été fortement encouragée. Une équipe verte formée de cinq à 10 bénévoles veillera à ce que l'environnement soit à l'honneur.

Produits locaux, café équitable

La provenance des aliments et des plats qui seront servis revêt aussi son importance.

« Nous avons voulu éliminer le plus possible ce qui vient de l'étranger, comme les fruits exotiques. En Ontario, il y a tellement de variétés de pommes. Il ne faut pas s'en priver. On va aussi proposer du vin de Pelee Island dans la région de Niagara, éliminer le plus possible la viande et offrir des fromages artisanaux. Nous avons privilégié des produits de l'Ontario et du Québec dans un rayon de 500 kilomètres », indique-t-il.

De plus, le café et le thé qui seront servis seront équitables. Les participants recevront des sacs en tissu, et non pas en plastique, ainsi que des carnets de note faits de papier recyclé et des stylos recyclables. Les bénévoles auront droit à des polos provenant d'une manufacture où les conditions de travail sont jugées adéquates.

Don de 5000 arbres

L'Acfas souhaitait que le congrès puisse limiter sa production d'émission de gaz à effet de serre. « On a mesuré l'énergie qui sera consommée dans les édifices du campus durant la semaine. L'Université a donné 5000 arbres, soit un arbre par personne inscrite, afin de compenser la présence de tous ces gens sur l'environnement », précise Jonathan Rausseo.

Les arbres ont été offerts à l'Intendance environnementale de Prescott et Russell pour le projet de sentier récréatif de Prescott et Russell. Les pins blancs et gris vont servir de brise-vent entre les chemins Peat Moss et Pearl dans la région d'Alfred.



cyberpresse.ca

Publié le 08 mai 2009 à 16h04 | Mis à jour le 08 mai 2009 à 16h06

Grève mercredi prochain à l'UQAM



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

La Presse Canadienne
Montréal

Les employés de soutien et professionnels de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) seront en grève mercredi prochain, à moins qu'un règlement avec la direction ne survienne d'ici là.

La syndicat a fait cette annonce vendredi, précisant qu'il s'agirait d'une grève de 24 heures.

Les 2000 employés de soutien et professionnels représentés par le syndicat sont sans contrat de travail depuis le 31 mai 2007.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

School board says feds failing students

By CHRISTINA SPENCER, NATIONAL BUREAU

Last Updated: 11th May 2009, 3:30am

The federal government is "washing its hands" of students in a remote Ontario community who are about to lose their academic year because of foul air that forced the cancellation of classes, the school board says.

John B. Nakogee, CEO of the Attawapiskat Education Authority, said the Department of Indian and Northern Affairs "is taking no responsibility whatsoever" for dealing with the stifling diesel stench that invaded the community after a former school was torn down. "We're fed up," he told Sun Media.

FUEL SPILL

The community of 1,550 on James Bay has complained of breathing problems, headaches and nausea since the condemned former school was demolished in March.

The old school's demolition uncorked an odour that spurred the band council to shut portables and a high school March 23, and request that Indian Affairs evacuate part of the town or at least send the students elsewhere.

The government says its air-quality testing showed no health risks. It agreed to fund more testing and fast-track cleanup of the site. It doesn't agree that students will lose their year.

The standoff has drawn the attention of former prime minister Paul Martin, who devotes part of his political retirement to aboriginal causes.

"When you have foul-smelling air, when people are getting sick -- which is certainly the situation that I have been told about -- then don't also deny that there is a health problem." Martin said in an interview. "I think you've got to deal with it."

If a similar crisis occurred in downtown Toronto, Martin added, "Do you think that a government would say, 'Well you're wrong, you're imagining it, there's no problem?'"

Nakogee said the education authority has arranged classes for Grade 8 and 12 students in a training centre so they can graduate. But he said Indian Affairs rejected schooling the other students in the parish and community halls because they don't meet standards.

Indian Affairs is working with the community to "ensure students do not lose their school year," said spokesman Thomas Vares, adding the department hasn't even received a copy of the temporary schooling plan.

CHRISTINA.SPENCER@SUNMEDIA.CA

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

Police seek man who raised suspicions at school

THE OTTAWA CITIZEN MAY 10, 2009

A young man who acted suspiciously in and around a school on Greenbank Road in the Trend/Arlington area last Thursday has prompted Ottawa police to ask for the public's help to track him down.

At about 4 p.m. on May 7, the man watched children playing outside the school, then walked inside. He left when challenged, and no one was hurt or threatened.

He was white, in his 20s, pale, about six feet tall with a medium to slender build, and had bushy eyebrows. He was wearing a grey hoodie and a shiny blue bike helmet with a black visor. He spoke English with no accent and was seen riding a mountain bike.

Witnesses said the man was acting strangely and that he may have walked with a limp.

Anyone with information is asked to contact the police sexual assault/child abuse unit at 613-236-1222, ext. 5944, or Crime Stoppers at 613-233-8477 (TIPS), or toll free at 1-800-222-8477.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

A.Y. Jackson students race to benefit Kenyan girls' school

BY JOANNE CHIANELLO , THE OTTAWA CITIZEN MAY 10, 2009

About 150 people joined in the A.Y. Jackson Secondary School fundraiser for the Lwak Girls School in Kenya on Saturday. Although race officials won't know how much was raised until today, the money collected will go toward paying for girls to go to the Lwak school.

Last year, the Ottawa high school had a fundraising dinner to support the Kenyan school, but decided to "do something a little different this year," said Alana Bursey, 18, one of the student organizers of the event. Their efforts are being rewarded by a visit on May 22 from several elite Kenyan runners who will be in town for the National Capital Race Weekend.

"It's very exciting," said the Grade 12 student, adding that the school was told by the Kenyan Embassy that the runners "really wanted to meet us."

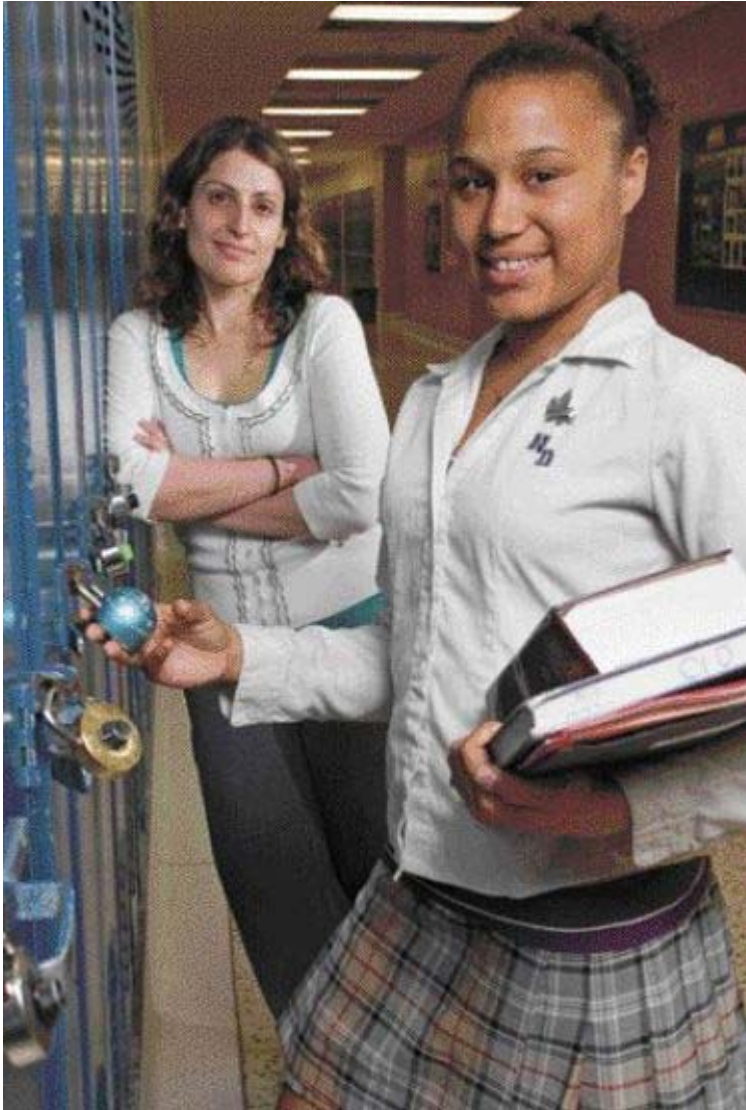
Because Bursey was working, she didn't get to participate in either the 5K or 10K races, but her Grade 9 brother, Drew, came in second in the 5K, with a time of 21 minutes and 36 seconds.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Second chances

Credit recovery program offers way for students to make up work without retaking the whole course, writes Joanne Laucius.

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN MAY 11, 2009 4:05 AM



Rhonda-Lee Simmonds, 18, a Grade 12 student at Notre Dame High School, has benefitted from the school's credit recovery program thanks to those who got her to return to school, including her teacher, Sonia Palumbo, left.

Photograph by: Wayne Cuddington, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Teacher Joyce Wagland has always allowed students to hand in assignments late, as long as they finished the missing work in front of her.

Wagland believes in second chances, which is why the former English department head signed on to

be a credit recovery teacher at Woodroffe High School. And she says a controversial provincial policy that gives students second chances at missed deadlines and tests solidifies something teachers have been doing for years.

"In the real world, if you make a mistake, you get a second chance," she says. "You get second chances all over the place."

Credit recovery allows high school students who have acquired some of the necessary knowledge to redo the elements they missed and get their credit without taking the course all over again. It's part of a package of initiatives aimed at increasing Ontario's five-year graduate rate to 85 per cent in two years from 68 per cent five years ago.

It's also part of a world-wide movement that insists all students must succeed. And not just to be nice and inflate government graduation targets, say proponents.

"You can't give up on them when they're teenagers," says Woodroffe principal Renald Cousineau. "I see it as a moral imperative not to give up on students."

Consultant Damian Cooper, who has advised the Ottawa-Carleton District School Board on assessing and evaluating student achievement, argues that in today's knowledge economy every student needs to leave high school with literacy and numeracy skills. It's up to educators to figure out what works for each student, not merely to separate the wheat from the chaff and send the wheat to university and show the chaff the door.

"The job of school is no longer to sift students into the smart, medium and dumb groups," says Cooper.

"We've seen a sea change in high school culture," says Denise Andre, a superintendent at the Ottawa Catholic School Board. "We have all these different safety nets."

For Roxy Khan, 19, one of those safety nets is a high school classroom on the campus of Algonquin College.

Khan, who is finishing her last three credits, has been a student at two high schools and gave alternate school a shot twice, but didn't stay. She never really got on track until she went to the Catholic board's achievement centre at Algonquin.

"I always had teachers who have all these trick questions. I was like they were trying to trip me up rather than help me learn," she says.

When it comes to second chances and accommodating students, "school is the flight simulator, not the airplane," says Cooper. Pop quizzes, surprise tests and teachers who don't tell students what they want create competition instead of setting up standards everyone can understand.

At the end of each semester, the teachers of students who have failed courses submit a report and make recommendations, says Cousineau. Summer school is an option for some. So is repeating the entire course, especially for those students who need university-level prerequisites. The students who are candidates for credit recovery have usually acquired at least a third of the knowledge they need and have demonstrated the motivation to get it done.

Credits awarded through credit recovery represent only a minority of all credits. Last year, for example, about 38 Woodroffe students recovered credits while this year, it will likely be more than 100. Still, that's only a small proportion of the 6,500 to 7,000 credits that are attempted at Woodroffe every year, says Cousineau.

Shelly Quaid, 16, is recovering three credits in Wagland's classroom.

Quaid found classroom deadlines tight and was having difficulty absorbing some of the material. Her average has climbed by 30 per cent and credits study strategies she picked up in the program.

"I stopped procrastinating. I learned I have to do things anyway, so I might as well get them out of the way."

Classmate Philemon Osmers, 16, was ill for much of a semester and didn't get his science and history credits, mostly because he missed hours of homework every night.

Osmers was a reluctant recruit for credit recovery.

"Basically, they called me out of gym and called me into guidance and forced me in here," says Osmers, who plans never to return to credit recovery after he finishes. "I wasn't too happy at first. I like gym."

Wagland was also skeptical at first, but she was soon sold on it. Credit recovery allows students who need just a few more weeks to finish their credit without having to do it all over again and lets them graduate with their peers -- a big motivator for many students.

Besides, credit recovery isn't a free pass, she insists. Giving a zero to a student who fails to take a test or do an assignment is the easy way out.

"We're making them do the work," she says. "Giving zeroes is what kids want. Making them do it is a punishment."

At Notre Dame High School, Rhonda-Lee Simmonds, 18, recovered four credits over two semesters at Notre Dame High School while taking three regular credits.

She admits to "messing up" at her previous school. The four missing credits seemed an

insurmountable hurdle to graduation, and if she couldn't graduate this year "I felt like just walking away."

But Simmonds wanted to set an example for her younger sister and become the first person in her family of 10 to graduate. She stuck with it, in part because she could take two co-op credits working in a kindergarten. Now she plans to study early childhood education.

The more classes a student fails at the Grade 9 level, the greater the chances the student won't graduate from high school, for example. School boards and schools track their data to make sure the actions they take produce results.

Schools aren't "letting" students pass. They're refusing to allow them to fail, say students.

"It's virtually impossible to fail here. If you put in the effort, there are so many people to help you," says All Saints student Erika Hodge, 17.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Want good, healthy children? Then have supper with them

Family dinners encourage better eating, and they aren't a thing of the past: study

BY SHANNON PROUDFOOT, CANWEST NEWS SERVICE MAY 11, 2009 4:05 AM

Regular family meals look more and more like a silver bullet for raising happy and healthy kids, but researchers still aren't sure why.

The latest study to trace the benefits of gathering around the table shows Canadian children in Grades 6 to 8 drink less pop, eat less fast food, skip fewer breakfasts and even think they make healthier food choices when out with their friends, if they dine more often with their families.

What's more, the results contradict the notion that family meals are disappearing in a flurry of hectic family life.

Seventy per cent of the 3,200 Ontario and Nova Scotia children in the study eat with at least one parent six or seven days a week.

"We keep hearing that family meals are extinct or they're going by the wayside, they're not as important; but many of us who have done research in the area have found just the opposite," says Sarah Woodruff, author of the study and a professor of kinesiology and physical education at Wilfrid Laurier University in Waterloo, Ont.

There's been very little Canadian research on the subject, she says, so it's hard to say how the prevalence of family dinners has changed over time.

However, other research has shown a connection between family meals and fewer eating disorders, less drug and alcohol use, better nutrition and higher grades, Woodruff says.

A 2008 study from the University of Minnesota medical school showed that adolescent girls who ate frequent meals with their families were half as likely to smoke, drink and use marijuana as their peers, though researchers were puzzled that boys didn't show the same effect.

In fact, researchers are generally unsure exactly how family meals provide all these benefits, Woodruff says.

It could be that eating with their families rather than in secret discourages eating disorder behaviours, or that there is a "carry-over effect" that helps children make healthier food choices with their friends because of what they learn at home, she says, but no one really knows.

Woodruff says her interest in this research comes in part from growing up in a family of regular dinners and strong ties.

She didn't understand the benefits at the time, "but now that I'm older I appreciate that we did," she says, and she and her husband keep up the tradition now.

In Kim Stoodley's Halifax home, dinner always means a sit-down meal together with her nine- and 13-year-old sons -- except when early sports practice means a grilled cheese on the run for dinner. Takeout and pop are reserved for a Friday-night treat, she says, and that's the only night the family might plop down in front of the TV to eat instead of gathering at the table.

"It's like everybody says -- it's the one time you get everybody together to see what's going on, how the day went, are there any issues, what are we doing tonight, is there anything you want to discuss," says Stoodley, a business analyst and author of the parenting blog Kim's Korner.

Sometimes, she likes to ignite conversation by asking about the best and worst part of each person's day.

She finds that even as her boys get older, they don't balk about joining her at the dinner table because it has been a built-in part of their lives.

"I really don't know what makes it so important for each family, but it comes down to the time that you're spending with them, the time you're talking with them and not distracted doing something else," Stoodley says.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen